

[Text]

• 1635

There is sometimes a notion that these matters will go away if only the Security Council will summon the will and draft something. It is obviously not that easy. Once momentum begins on resolution of the Palestinian question in a way that meets the legitimate concerns of everyone involved, including the legitimate security and other concerns of Israel, there will be extraordinary complications and it will require a great deal of ingenuity on the part of countries in the world.

In that light I want to say two things. One, we are committed to working towards a resolution as quickly as possible to the urgent question of the Palestinians and the occupied territories. Second, I think that among the countries of whom ingenuity is required is Canada, and I think it behoves all of us to look for ways in which we can move this forward. I may say that may not necessarily mean a conference. Mr. Corbett knows there is a variety of views as to whether or not a conference is the most effective way to proceed, including among some of the Arab leaders. I think there has to be a willingness to look urgently and with open eyes at this question after this is finished and without any suggestion of linkage.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Minister, on the first page of your statement you say: "We are now doing by force what diplomacy and sanctions were unable to do". That is to drive Iraq out of Kuwait. But, Minister, until the creation of Resolution 678 at the end of November, we and the American people were told that sanctions were working. Prior to the American election in November, the CIA and the administration told the American people that the sanctions were working. A study carried out at Harvard University, which was published in last Monday's *New York Times*, said that the sanctions were working and would bite harder as we moved into the spring and into the summer and, in fact, would drive Hussein out of Kuwait.

Minister, when the Security Council established the economic sanctions they set up a committee to monitor the sanctions and to report back to the Security Council. Such a report was never given. No official report was ever made back to the Security Council. In the debates in the American Congress, in the Senate and in the House of Representatives, senator after senator, representative after representative, asked the American administration for evidence that the sanctions were not working. That evidence was never given, and the vote was very close in both Houses, as you know.

Last week in the House you said you had evidence that the sanctions were not working, and in a very general way referred to some evidence, but never in answer to questions offered to give it to us. What is the evidence that the

[Translation]

Certains pensent parfois que ces questions se régleront d'elles-mêmes si seulement le Conseil de sécurité faisait preuve de volonté et rédigeait quelque chose. Ce n'est évidemment pas aussi simple. Lorsque l'on s'attaquera à la question palestinienne de manière à répondre aux préoccupations légitimes de tous les intéressés, y compris les craintes légitimes d'Israël, notamment en ce qui concerne sa sécurité, nous rencontrerons des difficultés extrêmes et il faudra que tous les pays fassent preuve d'une grande ingéniosité.

À cet égard, j'aimerais dire deux choses. La première c'est que nous sommes décidés à essayer de trouver le plus rapidement possible une solution au problème urgent des Palestiniens et des territoires occupés. Deuxièmement, je pense que le Canada est l'un de ces pays qui doivent faire preuve d'ingéniosité et je pense qu'il nous appartient à tous de chercher des moyens de faire avancer cette cause. Cela ne suppose pas nécessairement la tenue d'une conférence. M. Corbett sait que les opinions sont partagées quant à la possibilité que la tenue d'une conférence soit la meilleure façon de procéder. Cela est vrai notamment parmi les dirigeants arabes. Je pense qu'il faut vouloir s'attaquer de toute urgence et en toute lucidité à cette question lorsque ce conflit sera terminé et qu'il ne peut être question de lien entre les deux.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le ministre, à la première page de votre déclaration vous dites: «Nous réalisons maintenant par la force ce que la diplomatie et les sanctions n'ont pu obtenir». C'est-à-dire chasser l'Irak du Koweït. Mais, monsieur le ministre, jusqu'à l'adoption de la résolution 678 à la fin de novembre, on nous avait dit, tout comme au peuple américain, que les sanctions étaient efficaces. Avant l'élection américaine en novembre, la CIA et le gouvernement américain disaient à la population que les sanctions fonctionnaient. Une étude réalisée par l'Université Harvard, publiée lundi passé dans le *New York Times*, disait que les sanctions fonctionnaient et que leur effet se ferait plus durement sentir à l'approche du printemps et de l'été et qu'elles réussiraient bel et bien à chasser Hussein du Koweït.

Monsieur le ministre, lorsque le Conseil de sécurité a imposé des sanctions économiques, il a créé un comité chargé de surveiller l'application des sanctions et de lui présenter un rapport. Ce rapport n'a jamais été déposé. Aucun rapport officiel n'a été fait au Conseil de sécurité. Dans les discussions au Congrès américain, au Sénat et à la chambre des représentants, les uns après les autres les sénateurs et les représentants ont demandé à l'administration américaine de lui fournir les preuves que les sanctions ne donnaient pas de résultat. Ces preuves n'ont jamais été fournies et le vote a été très serré dans les deux Chambres, comme vous le savez.

La semaine passée à la Chambre vous avez dit disposer de preuves selon lesquelles les sanctions ne fonctionnaient pas et vous avez fait allusion de façon très générale à certaines preuves mais vous n'avez jamais offert de nous